

## Chez nous, l'idée fait son chemin

La nouvelle ASBL belge Women on Board veut accroître le nombre de femmes dans les conseils d'administration, tant dans les entreprises publiques que dans les entreprises privées. Une telle initiative s'imposait, comme le prouve le rapport *Femmes au sommet*, publié à la fin de l'an passé par l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes (IEFH). Il en ressort que 62% des entreprises belges cotées n'ont pas d'administratrice. Dans les entreprises non cotées, ce pourcentage est même de 71%.

Women on Board est née de l'initiative de cinq femmes qui se sont rencontrées dans le monde des affaires : Sonja Rottiers



BELGA

**JOËLLE MILQUET,  
MINISTRE DE L'EMPLOI  
ET DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES**  
Fin 2009, elle a lancé la proposition selon laquelle il faudrait que dans sept ans, au moins un tiers des administrateurs des entreprises cotées et publiques soit des femmes.

(CEO de l'assureur Nationale Suisse en Belgique), Emmanuèle Attout (*partner* chez PricewaterhouseCoopers), Marie Evrard (associée du cabinet d'avocats Field Fisher Waterhouse LLP), Françoise Roels (secrétaire générale chez Cofinimmo) et Cécile Coune (associée du cabinet d'avocats Liedekerke Wolters Waelbroeck Kirkpatrick).

«Nous ne sommes pas exclusivement un réseau de femmes, soulignent d'emblée les cinq dames. Nous ne disons pas non plus que les femmes sont mieux que les hommes mais bien qu'il doit y avoir un équilibre entre les deux sexes dans les conseils d'administration.

Les hommes et les femmes sont complémentaires. Il n'entre pas non plus dans nos intentions de réaliser une étude théorique sur les raisons pour lesquelles les femmes sont si peu représentées dans les conseils de la plupart des entreprises aujourd'hui. En revanche, nous voulons prendre des initiatives pour améliorer la situation actuelle et pour convaincre le plus de gens possible de la plus-value que peuvent apporter des femmes dans les conseils d'administration.»

Mais chaque chose en son temps. Women on Board veut commencer par créer un *pool* de femmes susceptibles de devenir des administratrices d'entreprise. Dans cette réserve, les entreprises pourront ensuite «pêcher» des femmes compétentes pour rejoindre leur conseil d'administration.

Women on Board a fondé un comité d'admission qui examinera le profil des candidates sur la base de critères prédéfinis et objectifs. Dans ce comité siègeront une dizaine de personnes, des hommes et des femmes.

Women on Board reçoit une aide financière de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, du Conseil

des femmes francophones de Belgique et de son équivalent néerlandophone Vrouwenraad. L'ASBL a en outre l'intention d'obtenir un *sponsoring* du monde des entreprises. Joëlle Milquet (cdH), jusqu'à nouvel ordre ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, est aussi favorable à l'initiative. A la fin de l'an passé, elle a lancé la proposition selon laquelle il faudrait que dans sept ans, au moins un tiers des administrateurs des entreprises cotées et publiques soit obligatoirement des femmes. Officiellement, Women on Board ne prend pas position par rapport à l'idée de la ministre. Cécile Coune précise: «Nous ne voulons pas susciter l'impression que nous avons un agenda politique.»

Women on Board sera bien plus qu'une base de données en ligne. L'ASBL envisage d'organiser des événements de réseautage pour ses membres et pour les entreprises intéressées afin d'accroître les contacts entre les deux groupes. L'internationalisation est aussi une option à terme. «Voyez les deux nouvelles administratrices chez l'assureur Ageas, explique Emmanuèle Attout. Toutes deux sont des femmes venant de l'étranger. Pourquoi cela ne fonctionnerait-il pas en sens inverse: des administratrices belges dans des entreprises étrangères?» Les cinq femmes de Women on Board réalisent que leur initiative implique un travail de longue haleine. Un problème supplémentaire se pose: beaucoup de femmes continuent à se sous-estimer. Un *coaching* s'impose. Selon Marie Evrard, «les femmes ne sont pas parfaites, non. Mais on trouve tout de même aussi dans les conseils d'administration beaucoup d'hommes qui ne maîtrisent pas parfaitement toutes les matières, n'est-ce pas?»

C.D.C. ■

[www.womenonboard.be](http://www.womenonboard.be)

La démarche a aussi retenu l'attention des Nations unies, qui classent la Norvège en tête du Human Development Index, l'indice qui mesure le degré de civilisation d'un pays.

En dépit de toute cette admiration et cette émulation, le ministre Audun Lysbakken hésite encore pour l'instant à émettre un jugement sur les défenseurs et adversaires du quota dans les conseils d'administration. «Nous avons lancé quelques études de suivi de notre loi. Mais il est encore trop tôt pour tirer des

conclusions. Dans deux ans environ, nous devrions avoir une bonne vue d'ensemble.»

Quelles que soient ces conclusions, la loi montre que les gens sont capables de changer. Ce qui rappelle ce qui s'est passé à Hambourg en 1880. Après quelque temps, les spectateurs en ont eu assez du *happy end* que Hendrik Ibsen avait été contraint d'ajouter à sa pièce. Moral ou immoral, ils ont finalement opté pour le script original d'*Une maison de poupée*. ■